

**ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
REGION DE FES-MEKNES**

MARCHE N° 27/RFM/2017

Concernant

**LA SUPERVISION, LA COORDINATION ET LE CONTROLE DES TRAVAUX
D'AMENAGEMENT DES PISTES A LA PROVINCE D'EL HAJEB :**

- 1. LA PISTE ALLANT DE LA RR716 VERS ECOLE MAAMAL EDDOUM ET ECOLE
DAYT SDAR A LA COMMUNE BITIT**
- 2. PISTE DE LA RP7007 RELIANT LA RP7013 ET LA RR701 A LA COMMUNE AIT
OUIKHALFEN**

(Lot unique)

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offre ouvert sur offres de prix ayant pour objet :

La supervision, la coordination et le contrôle des travaux d'Aménagement des pistes à la province d'EL HAJEB :

1. LA PISTE ALLANT DE LA RR716 VERS ECOLE MAAMAL EDDOUM ET ECOLE DAYT SDAR A LA COMMUNE BITIT
2. PISTE DE LA RP7007 RELIANT LA RP7013 ET LA RR701 A LA COMMUNE AIT OUIKHALFEN

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n°2-12-349du 08 jourmada I 1434 (20/ 03/2013) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par 18 du décret n°2-12-349du 08 jourmada I 1434 (20/ 03/2013) précité. Toute disposition contraire au décret n°2-12-349du 08 jourmada I 1434 (20/ 03/2013) précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du décret n°2-12-349du 08 jourmada I 1434 (20/ 03/2013).

ARTICLE 2: MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est **le président de la région FES-MEKNES.**

ARTICLE 3: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du °2-12-349 du 08 Jourmada I 1434 (20/ 03/2013) précité :

1 - Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
- sont affiliées à la CNSS et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme ;

2 - Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- les personnes en liquidation judiciaire ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret du décret n°2-12-349du 08 jourmada I 1434 (20/ 03/2013)
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés

ARTICLE 4 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret °2-12-349du 08 jourmada I 1434 (20/ 03/2013) précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

A-Dossier administratif

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a) Une déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du décret **2-12-349** précité;
- b) L'originale du récépissé de cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
- c) pour les groupements une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du décret **2-12-349** précité

2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixées à l'article 40 du décret 2-12-349 précité :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent : ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme à la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait du statut de la société et / ou le procès verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b) L'attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret **2-12-349** précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la CNSS certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret **2-12-349** précité ou la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale prévue par la Dahir portant loi n° 1-72- 184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assorti de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme;

La date de production des pièces prévues au b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leurs validité.

- d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;
- e) l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c, et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une

attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative, du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

B - Dossier technique comprenant :

- a) Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé ;
- b) Les attestations de référence délivrées par les hommes de l'art sous la direction des quels lesdites prestations ont été exécutées ou par les maitres d'ouvrages qui en ont éventuellement bénéficié. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant, la date, l'appréciation, le nom et la qualité de la signature (copies certifiées conformes à l'original) ;
- c) Une copie certifiée conforme à l'original du certificat d'agrément justifiant le **domaine d'activité D4**, pour les concurrents installés au Maroc. (**Les concurrents n'ayant pas présenté lesdits certificats seront éliminés**)

N.B : Les concurrents non installés au Maroc doivent fournir les pièces mentionnées dans les paragraphes a et b.

C : Offres techniques :

Les concurrents doivent présenter une offre technique comme suit :

1. La liste des membres de l'équipe qui sera affectée au chantier **conformément aux exigences du CPS**, leurs qualifications et expériences sous forme de tableau ;
2. Les C.V détaillés de chacun des membres de l'équipe qui sera chargée de la mission de contrôle et suivi des travaux conformément au modèle joint en annexe A du présent Règlement de Consultation, dûment signés et cacheté par le gérant du BET et par les intéressés.
3. Les copies certifiées conformes des diplômes de chacun des membres de l'équipe qui sera chargée de la mission de contrôle et suivi des travaux ;

Tout candidat ne vérifiant pas l'un des constats ci-dessous sera considéré ne remplissant pas les conditions requises pour les prestations prévues :

Ne dispose pas d'un ingénieur ayant un diplôme d'ingénieur d'Etat spécialités : génie civil (routes et Ouvrage d'art) une expérience dans le domaine supérieur ou égale à 10 ans ;

Ne dispose pas de deux techniciens dans l'une des spécialités suivantes : génie civil ayant une expérience chacun dans le domaine supérieur ou égale à 5 ans ;

D : Dossier additif :

- Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) signé à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et accepté » et paraphé sur toutes les pages ;
- Le présent règlement de consultation signé à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et accepté » et paraphé sur toutes les pages.

E- Une offre financière :

- a) l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 157 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013), il doit être signé soit par chacun des membres du groupement; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de

procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

b) le bordereau des prix et le détail estimatif dont le modèle est établi par le maître d'ouvrage et figurent dans le dossier d'appel d'offres.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ces derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

NB: Concernant les organismes publics, les documents à fournir sont ceux prescrits par l'article 25 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) précité.

Article 5 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- copie de l'avis d'appel d'offres,
- Le cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix et le détail estimatif ;
- Le modèle du cadre du sous détail des prix, le cas échéant ;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation ;

ARTICLE 6 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 § 7 décret **2-12-349** précité, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications doivent être communiquées à tous les concurrents ayant retiré et ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis modificatif, celui-ci sera publié conformément aux dispositions du §1 -2, alinéa 1, de l'article 20 du décret **2-12-349** précité.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité de l'avis sous réserve que la séance d'ouverture des plis ne soit tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de la modification sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue initialement.

Les modifications visées ci-dessus interviennent dans les cas suivants :

- Lorsque le maître d'ouvrage décide d'introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres qui nécessitent un délai supplémentaire pour la préparation des offres ;
- Lorsqu'il s'agit de redresser des erreurs manifestes constatées dans l'avis publié ;
- Lorsque, après publication de l'avis, le maître d'ouvrage constate que le délai qui doit courir entre la date de la publication et la séance d'ouverture des plis n'est pas conforme au délai réglementaire

ARTICLE 7 : REPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique

ARTICLE 8: RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès l'apparition de ce dernier au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics.

ARTICLE 9 : INFORMATIONS DES CONCURRENTS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, est communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré le dossier d'appel d'offres ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le maître d'ouvrage seront communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les 7 jours suivant la date de la réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, la réponse doit intervenir au plus tard 3 jours (trois jours) avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 10 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1- Contenu des dossiers

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité, Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé :

- Un dossier administratif comme précité ;
- Un dossier technique comme précité ;
- Une offre technique comme précitée
- Une offre financière comprenant :
 - l'acte d'engagement établi comme il est stipulé au §1-a de l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité ;
 - le bordereau des prix détail estimatif comme il est stipulé au §1-b de l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité et le sous détail de chaque prix du bordereau des prix-détail estimatif conformément au cadre annexé au CPS.

2- Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- ♦ Le nom et l'adresse du concurrent ;
- ♦ L'objet du marché ;
- ♦ L'adresse Email et le numéro du registre de commerce ;
- ♦ La date et l'heure de la séance publique d'ouverture des plis ;
- ♦ L'avertissement que «les plis ne doivent être ouverts que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance d'ouverture des plis».

Ce pli contient 3 enveloppes comprenant pour chacune :

- a- La première enveloppe contient le dossier administratif, le dossier technique, le cahier des prescriptions spéciales et règlement de consultation signés et paraphés par le concurrent ou la personne habilitée à cet effet et dossier Additif visés à l'article 4 ci-dessus. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « dossiers administratif et technique » ;
- b- La deuxième enveloppe contient l'offre technique. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « offre Technique » ;
- c- La troisième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « offre financière ».

ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, les plis sont, au choix des concurrents :

- 1/ soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- 2/ soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- 3/ soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis ;
- 4/ soit transmettre leurs dossiers par voie électronique via le portail marocain des marchés publics;

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrages dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront fermés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349 précité

ARTICLE 12 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349 précité, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial visé à l'article 11 ci-dessus.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions de dépôt des plis fixées à l'article 32 du décret n° 2-12-349 précité et rappelées à l'article 11 ci-dessus.

ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES :

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret n° 2-12-349 précité, les concurrents resteront engagés par leurs offres pendant un délai de soixante quinze (75) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Si, la commission de l'appel d'offres estime n'être pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévue ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception, et leurs propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leurs accords par lettre recommandée avec accusé de réception adressé au maître d'ouvrage avant la date limite fixé par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 14 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

Conformément aux dispositions de l'article 155 du décret n° **2-12-349** précité, le pourcentage de préférence à appliquer en faveur de l'entreprise nationale est de **quinze pour cent (15%)**.

En cas des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnant au présent appel d'offres, le pourcentage visé ci – dessus est appliqué à la part de l'entreprise étrangère dans le montant de l'offre du groupement. Dans ce cas, les groupements concernés doivent fournir, dans le pli contenant l'offre financière visé à l'article 25 du décret n° **2-12-349** précité et rappelé à l'article 4 du présent règlement de consultation, le contrat de groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement.

ARTICLE 15 : LANGUE DES PIÈCES ET DOCUMENTS DES OFFRES :

Les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue française ou en langue arabe.

ARTICLE 16 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les prix des travaux et des services connexes doivent être présentés en Dirhams marocains.

ARTICLE 17 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES OFFRES

La commission d'ouverture des plis apprécie les capacités techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans l'offre technique de chaque concurrent.

Les offres techniques acceptables par la commissions seront celles des concurrents ayant présenté les copies certifiées conforme à l'original du certificat d'agrément justifiant les **domaines d'activité D4**, pour les concurrents installés au Maroc.

Pour les concurrents non installés au Maroc, il est exigé au **moins deux attestations de références** de l'exécution d'études similaires avec un **montant supérieur ou égal, chacune**, au montant de l'estimation de la présente étude.

Les concurrents n'ayant pas présenté les documents précités ne seront pas admis pour l'évaluation de leur offre financière.

Evaluation et comparaison des offres

Les offres retenues seront jugées sur la base de l'offre financière sous réserve des vérifications et application, le cas échéant des dispositions de l'article 40 et 41 du Décret n° 2-12-349 précité.

Le marché sera proposé d'être attribué au soumissionnaire dont l'offre financière est la plus basse parmi les offres techniques recevables.

Le Maître d'ouvrage

Lu et accepté par le concurrent :

